

*Affaires courantes***LE BOIS D'OEUVRE**

M. Pat Nowlan (Annapolis Valley—Hants): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Commerce extérieur.

Je veux savoir ce qu'il en est des barrières non tarifaires érigées par le Marché commun européen à l'égard de l'importation du bois d'oeuvre de l'Atlantique et du Québec sur le continent européen, ce qui nous prive progressivement de ce marché et entraînera la perte d'emplois dans l'avenir si le gouvernement ne se grouille pas le derrière.

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, si mon ami m'avait posé cette question en privé, je lui aurais dit qu'il y a longtemps que nous nous grouillons le derrière.

Nous étudions la situation avec la Communauté européenne; j'ai d'ailleurs soulevé ce problème encore tout récemment, soit il y a environ un mois, lorsque j'ai rencontré sir Leon Brittan à Washington. Depuis cet entretien, j'ai écrit aux ministres du Commerce de tous les pays membres de la Communauté européenne. Mon collègue, le ministre des Forêts, en a fait autant avec ses homologues au sein de la Communauté.

Nous nous sommes dits très préoccupés non seulement par la mesure comme telle, mais aussi par le moment où celle-ci est prise, étant donné qu'elle risque de perturber le commerce et de nuire à l'industrie en cause. Par conséquent, monsieur le Président, nous suivons ce dossier de très près.

* * *

RECOURS AU RÈGLEMENT**LES PÉTITIONS**

M. Alex Kindy (Calgary—Nord—Est): J'invoque le Règlement, monsieur le Président.

Je suis devant un dilemme. J'ai 150 000 pétitions à présenter durant la présente session du Parlement, mais il faut deux jours pour en faire certifier 600. Je voudrais que vous me conseilliez sur ce que je dois faire. Vous pourriez vraiment m'aider.

M. le Président: Je vais examiner la question.

DÉPÔT D'UNE LETTRE

L'hon. Tom Hockin (ministre des Sciences et ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, j'invoque le Règlement.

Je veux déposer une lettre dont j'ai cité un extrait au cours de la période des questions. La lettre est adressée à un M. Colin L. Campbell et vient de M. John P. Merrick, avocat de la commission d'enquête sur la mine Westray. Je veux déposer cette lettre.

AFFAIRES COURANTES

[Français]

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT À DES PÉTITIONS

M. Charles A. Langlois (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes et du ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, conformément au paragraphe 36(8) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, la réponse du gouvernement à huit pétitions.

[Note de l'éditeur: Voir les Procès-verbaux d'aujourd'hui.]

* * *

• (1505)

GESTION DE LA CHAMBRE**PRÉSENTATION DU QUATRE-VINGTIÈME RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT**

M. Charles A. Langlois (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes et du ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter le quatre-vingtième rapport du Comité permanent de la gestion de la Chambre au sujet de la liste des députés devant faire partie du Comité législatif sur le projet de loi C-115.

* * *

[Traduction]

TRANSPORTS**SIXIÈME ET SEPTIÈME RAPPORTS DU COMITÉ PERMANENT**

M. Bob Corbett (Fundy—Royal): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, les sixième et septième rapports du Comité permanent des transports, qui portent sur le projet de loi C-97, Loi concernant l'assurance maritime, et le projet de loi C-83, Loi relative au transport des marchandises par eau.

[Note de l'éditeur: Voir les Procès-verbaux d'aujourd'hui.]